

Parc National de Bouba Ndjidda, vers une nouvelle direction, vers une nouvelle vision.

Depuis février 2012, que les « cavaliers », braconniers d'éléphants pour l'ivoire étaient de retour ont assailli le Parc National de Bouba Ndjidda. Ils y ont organisé une razzia de grande envergure. Plus de 300 éléphants massacrés dans le parc et sa zone périphérique. Les populations bien que se déclarant choquées par la libre circulation de bandes armées étrangères sur le territoire, reconnaissent volontiers que ce braconnage a apporté une réponse au problème des dégâts régulièrement provoqués par les pachydermes aux cultures et restés sans solutions depuis toujours. Face à cette situation dramatique, l'Etat camerounais ainsi que les organisations internationales n'ont cessé de se mobiliser et d'entreprendre des mesures visant à sauvegarder la biodiversité dans cette unité technique opérationnelle.

Au premier plan, une réunion de crise organisée à Garoua entre le ministère des forêts et de la faune (MINFOF) et le ministère de la défense (MINDEF) a permis le déploiement de troupes en nombre suffisant sur le terrain. Le ratissage du secteur a obligé les « cavaliers » à vider les lieux et quelques éléments du MINDEF y restent pour contrer un éventuel retour des cavaliers.

Quant à la société civile, elle n'est pas restée inerte. Financé par l'Union Européenne à travers le programme écosystèmes forestier d'Afrique Centrale (ECOFAC) V du réseau d'aires protégées d'Afrique centrale (RAPAC) dans le cadre de la commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC), le Projet d'Implication des Communautés Riveraines dans la Gestion durable des ressources naturelles de l'UTO de Bouba Ndjidda (PICRG-BN) est actuellement en cours de mise en œuvre par la Cellule pour le Développement Intégré et l'Environnement (CELDIE), organisation spécialisée dans la gestion durable des ressources naturelles et l'éco développement, commise par le RAPAC..

Comme la majorité des aires protégées, l'UTO de Bouba Ndjidda est donc l'objet de très nombreuses pressions extérieures qui sont à la base de multiples conflits entre les différents utilisateurs des terres: Braconnage alimentaire et commercial, pression agricole, pression pastorale, déforestation, développement du secteur minier, changements climatiques.

Pour faire face à cette situation préoccupante, le gouvernement camerounais à travers l'élaboration du Plan d'Aménagement a opté pour une gestion participative de l'UTO associant les acteurs ruraux et toutes les parties prenantes.

Le Projet d'Implication des Communautés Riveraines dans la gestion de l'UTO de Bouba Ndjidda au-delà de la conservation de la biodiversité, intervient dans une démarche de gestion intégrée du territoire qui se veut fédératrice et novatrice et qui vise à formaliser les fondements d'une collaboration durable, entre les gestionnaires des Aires Protégées et les populations riveraines. Compte tenu de la situation frontalière de l'UTO, et des accords de partenariat convenus entre le Tchad et le Cameroun, il s'attache également à asseoir un espace d'échange d'expériences et de collaboration entre les gestionnaires des deux Aires protégées (PN Bouba Ndjidda et PN Séna Oura).

Rappel des Objectifs du PICRG-BN

Objectif global : Assurer la gestion intégrée de l'UTO de Bouba Ndjidda dans son contexte transfrontalier

Objectifs spécifiques : Impliquer directement les populations locales dans la gestion du PN de Bouba Ndjidda ; renforcer les capacités d'intervention des services de la conservation, opérationnaliser les accords de partenariat entre le PN de Bouba Ndjidda au Cameroun et celui de Séna Oura au Tchad.



Résultats intermédiaires obtenus :

Entamé en novembre 2012, le projet a obtenu les résultats suivants :

5000 enfants issus de 15 établissements primaires et secondaires sensibilisés sur la biodiversité

10 collectifs locaux de gestion durable des ressources naturelles informés et sensibilisés sur les textes et lois régissant les ressources naturelles

23 animateurs endogènes formés en techniques d'animation participative

23 écogardes/gardes communautaires de faunes formés

6000 riverains issus de 23 villages sensibilisés par la Compagnie de Théâtre Albatros, « pas de bois de chauffe pour les bucherons et les chasseurs herbivores »

3 voyages d'échanges inter parcs (Bouba Ndjidda au Cameroun et Séna Oura au Tchad) effectués et les actions transfrontalières restituées et prises en compte dans les planifications des organisations supra villageoises;

Difficultés rencontrées : Le constat général qui se dégage de la mise en œuvre du projet actuel tient à ce que la majorité des activités tournent autour de la conservation pure des ressources naturelles et ne favorise pas clairement le développement direct des communautés riveraines (amélioration des conditions de vie).

A titre d'illustration l'on peut citer les activités suivantes: (1) Renforcement des services de la conservation : équipement radio, construction des boukarous pour éco-gardes, (2) formation et équipement des éco-gardes...

Les activités tournées vers les populations riveraines se limitent à l'appui aux Comités riverains pour le Développement Villageois (appui pour la rétrocession des taxes d'affermages,) la formalisation des groupements de travailleurs villageois afin que les gestionnaires des Aires Protégées intègrent le plus possible les populations riveraines dans l'ensemble des activités menées en leur sein.

En d'autres termes, les populations ont bénéficié du projet, des séances de sensibilisation sur divers thématiques et des appuis organisationnels.

De manière directe, **elles n'ont pas de retombées directes du projet et se sentent marginalisées de la gestion de l'Aire Protégée** (accès difficile à l'eau potable, l'insuffisance de l'espace agro pastorale, conflits faune/populations, accès aux soins de santé, l'insuffisance des salles de classes et tables bancs, ...)

Ces manquements fragilisent l'appropriation du projet par les populations riveraines et sont à la base de la récurrence de multiples conflits déjà existants entre les différents utilisateurs des terres de l'espace:

1. Braconnage alimentaire et commercial
2. Pression agricole
3. Pression pastorale
4. Déforestation

Les différentes descentes sur le terrain et les multiples contacts avec les bénéficiaires du projet, ajouté aux résultats de la pré étude menée par l'équipe du projet et récemment l'étude



de reconnaissance sur la zone de chasse communautaire de Bali/Bouri ont permis de recueillir leurs attentes et identifier de nouvelles activités.

Ces activités, si elles sont réalisées amèneraient les populations riveraines à s'impliquer davantage dans la gestion durable de l'Unité technique opérationnelle (UTO). **Elles sont complémentaires au projet exécuté actuellement et motiveront de façon substantielle les populations riveraines à la gestion durable de l'UTO. La mise en œuvre de ces activités de substitution et celles qui répondent effectivement à leurs préoccupations quotidiennes contribueraient inéluctablement à mieux gérer les ressources naturelles de l'UTO.**

Perspectives :

Poursuivre la sensibilisation des jeunes scolaires à travers le bulletin d'éducation environnementale « Yamoussa » en élargissant aux établissements riverains n'ayant pas bénéficié de l'intervention ;

Informier et sensibiliser les communautés riveraines sur la convention de la diversité biologique ;

Améliorer les conditions de vie des populations par la dotation/réhabilitation des infrastructures socio économiques de base (Construire /réhabiliter les points d'eau potable dans les villages les plus nécessiteux);

Renforcer les capacités des populations dans la mise en œuvre des activités de production et de transformation (Eco développement)

Vulgariser le foyer amélioré métallique et artisanale à travers les techniques de fabrication et d'utilisation ;

Reboiser les zones à écologies fragiles du parc ainsi que celles de sa zone périphérique

Equiper et former les gardes communautaires de faune(GCF) ;

Initier les collectifs au renforcement de partenariat avec l'administration, les organisations de la société civile et autres acteurs ;

Promouvoir l'écotourisme dans la zone du projet.

L'équipe de la CELDIE pense que si ces activités sont effectivement et correctement mis en œuvre dans le temps, il ya de fortes chances que les activités entreprises puissent avoir un impact durable sur le développement local et la conservation de l'UTO. La CELDIE recherche tout partenaire pouvant appuyer ce processus et l'aider à combler ce vide suite à l'exécution de ce projet dont la fin est prévue pour novembre 2014.

Contacts : bbotna1@yahoo.fr, celdie2001@yahoo.fr

